



SYMPOSIUM OF EPISCOPAL CONFERENCES  
OF AFRICA AND MADAGASCAR  
SYMPOSIUM DES CONFÉRENCES EPISCOPALES  
D'AFRIQUE ET MADAGASCAR

## Message œcuménique commun pour le Forum de Haut Niveau d'Accra sur l'Efficacité de l'Aide

Notre vision du développement est fondé sur l'affirmation théologique que l'homme a été créé à *l'image de Dieu* (Genèse 1:27) avec la capacité de vivre une vie juste, humaine et pleine de dignité dans les communautés durables. En accord avec cette vision, l'aide au développement doit contribuer au progrès de l'individu et de la responsabilité partagée. L'inclusion et la participation sont donc des éléments indispensables à toute politique de développement. L'efficacité de l'aide devrait principalement être évaluée en ce qui concerne l'impact soutenu et positif sur la suppression de la pauvreté, le respect des droits de l'homme, et la justice pour tous.

Les églises et les organisations religieuses s'efforcent d'assurer *le bien public* pour tout le monde. Notre engagement politique est ancré dans la Bible, notre participation étroite dans la vie des communautés, et la longue expérience de la fourniture de l'aide et des services sociaux pour un développement holistique. En outre, l'église est bien placée pour assurer une représentation bien informée et réfléchie de leurs électeurs et pour exercer plus facilement une influence sur les administrations locales et nationales. Les partenaires religieux soutiennent les citoyens pour faire valoir leurs droits et les aident à utiliser et à élargir les possibilités d'un engagement civique.

Nous remarquons que la Déclaration de Paris demande la participation systématique "d'un grand nombre de partenaires de développement lorsqu'il s'agit de l'élaboration et l'évaluation des progrès réalisés dans la mise en œuvre des stratégies nationales de développement." Cependant, notre expérience avec nos membres montrent l'insuffisance de l'interaction et le manque de connaissances des principes et des obligations de la Déclaration de Paris et le manque d'instruments formalisés pour suivre de manière participative et pour influencer la mise en place de telles stratégies. Nous faisons donc les recommandations suivantes pour une interaction pratique avec toutes les parties prenantes afin d'assurer que le programme d'efficacité de l'aide favorise un large sens de la propriété et une véritable responsabilisation:



### **Participation active de toutes les parties prenantes**

Nous faisons appel aux Gouvernements de définir l'espace politique et des mécanismes au niveau des pays, permettant une participation active de tous les intéressés, y compris les parlements, les églises, les organisations religieuses et d'autres organisations de la société civile, dans la planification, la mise en œuvre et l'évaluation des plans de développement. Nous demandons que les églises soient reconnues explicitement en tant qu'acteurs décisifs dans le Programme d'Action d'Accra.

### **Politique nationale influencée par les communautés**

Nous invitons nos dirigeants africains à engager leurs citoyens, la société civile, l'église et les parlementaires, pour être les co-créateurs de la bonne gouvernance et pour assurer que les informations provenant des communautés et des districts orientent la formulation des politiques au niveau national.

### **Une plus grande transparence de tous les acteurs est indispensable**

Les donateurs et les gouvernements bénéficiaires doivent s'engager à une plus grande transparence, en établissant des critères nets pour la publication opportune et accessible des informations permettant aux citoyens et leurs représentants élus de participer à la prise des décisions et de tenir les gouvernements et les donateurs responsables de leurs actes.

### **Promouvoir la mise en place de structures complètes de responsabilisation au niveau national**

En accord avec les engagements à la démocratie et à la bonne gouvernance, les pays donateurs et les gouvernements bénéficiaires ont la responsabilité de promouvoir la mise en place des structures complètes pour garantir des bons systèmes de responsabilisation aux niveaux national, régional et local. En outre, les donateurs ont le devoir de faire en sorte que leurs propres demandes de responsabilisation ne remplacent pas le rôle et la participation des acteurs nationaux. Il existe de nombreux bons exemples de mécanismes de multiples parties prenantes pour suivre l'impact des politiques de développement. Les donateurs et les gouvernements doivent s'engager à adopter 'des meilleures pratiques convenues sur le plan international' telles que celles proposées par les Organisations religieuses à travers des systèmes de suivi des politiques qui peuvent servir de guide pour la responsabilisation mutuelle au niveau des pays.